Numéros du rôle : 3000 et 3008
Arrêt n° 68/2005 du 13 avril 2005

A R R E T

En cause : les questions préjudicielles concernant l'article 29, § 3, alinéa 2, de la loi du 5 août 2003 relative aux violations graves du droit international humanitaire et l'article 10, 1°*bis*, du titre préliminaire du Code de procédure pénale, posées par la Cour de cassation.

La Cour d'arbitrage,

composée des présidents M. Melchior et A. Arts, et des juges P. Martens, R. Henneuse, M. Bossuyt, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe et J.-P. Moerman, assistée du greffier L. Potoms, présidée par le président M. Melchior,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

*

* * *

I. *Objet des questions préjudicielles et procédure*

a. Par arrêt du 5 mai 2004 en cause de la s.a. TotalFinaElf et autres, dont l'expédition est parvenue au greffe de la Cour d'arbitrage le 14 mai 2004, la Cour de cassation a posé la question préjudicielle suivante :

« Interprété en ce sens qu'il imposerait le dessaisissement de la juridiction belge bien qu'un plaignant au moins soit étranger ayant le statut de réfugié en Belgique au moment de l'engagement initial de l'action publique, l'article 29, § 3, alinéa 2, de la loi du 5 août 2003 relative aux violations graves du droit international humanitaire viole-t-il les articles 10, 11 et 191 de la Constitution, dès lors qu'il empêche ce dessaisissement lorsqu'au moins un plaignant était de nationalité belge au même moment ? ».

b. Par arrêt du 19 mai 2004 en cause de P. Kagame et autres, dont l'expédition est parvenue au greffe de la Cour d'arbitrage le 1er juin 2004, la Cour de cassation a posé les questions préjudicielles suivantes :

1. « En tant qu'il impose le dessaisissement de la juridiction belge bien qu'un plaignant au moins soit un étranger séjournant légalement en Belgique au moment de l'engagement initial de l'action publique, fût-il candidat réfugié, l'article 29, § 3, alinéa 2, de la loi du 5 août 2003 relative aux violations graves du droit international humanitaire viole-t-il les articles 10 et 11 de la Constitution dès lors qu'il empêche ce dessaisissement lorsqu'au moins un plaignant était un ressortissant belge au même moment ? »;

2. « L'article 10, 1^o *bis*, du titre préliminaire du Code de procédure pénale viole-t-il les articles 10 et 11 de la Constitution en tant qu'il permet l'exercice de l'action publique du chef d'un crime de droit international humanitaire commis à l'étranger lorsque la victime était belge au moment des faits, et ne le permet pas lorsque la victime était au même moment un étranger séjournant légalement en Belgique depuis moins de trois ans, fût-il candidat réfugié ? ».

Ces affaires, inscrites sous les numéros 3000 et 3008 du rôle de la Cour, ont été jointes.

Des mémoires et des mémoires en réponse ont été introduits par :

- Aung Maw Zin, Aung Thu, Ko Aung et Myint Hlaing, faisant élection de domicile à 1000 Bruxelles, rue de Wynants 23;
- la s.a. de droit français Total (anciennement dénommée la s.a. TotalFinaElf), faisant élection de domicile à 1000 Bruxelles, boulevard de l'Empereur 3;
- le Conseil des ministres.

A l'audience publique du 1er mars 2005 :

- ont comparu :

. Me A. Deswaef, avocat au barreau de Bruxelles, pour les parties Aung Maw Zin, Aung Thu, Ko Aung et Myint Hlaing, dans l'affaire n° 3000;

. Me A. de Schoutheete et Me N. Angelet, avocats au barreau de Bruxelles, pour la s.a. de droit français Total;

. Me E. Jacobowitz, qui comparaisait également *loco* Me P. De Maeyer, avocats au barreau de Bruxelles, pour le Conseil des ministres;

- les juges-rapporteurs J.-P. Snappe et A. Alen ont fait rapport;

- les avocats précités ont été entendus;

- les affaires ont été mises en délibéré.

Les dispositions de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage relatives à la procédure et à l'emploi des langues ont été appliquées.

II. *Les faits et les procédures antérieures*

Dans les deux affaires jointes n°s 3000 et 3008 ayant donné lieu aux deux arrêts de renvoi de la Cour de cassation, différentes personnes se sont constituées parties plaignantes sur la base de l'ancienne loi du 16 juin 1993 relative à la répression des violations graves du droit international humanitaire.

A la suite de l'entrée en vigueur de la loi du 5 août 2003 relative aux violations graves du droit international humanitaire, portant notamment abrogation de la loi précitée du 16 juin 1993, et en application de son article 29, § 3, alinéas 2 à 4, le procureur fédéral a transmis au procureur général près la Cour de cassation un rapport sur les affaires pendantes à l'instruction qui ne lui semblent pas conformes aux critères visés aux articles 6, 1°*bis*, 10, 1°*bis*, et 12*bis* du titre préliminaire du Code de procédure pénale.

En application de l'article 29, § 3, alinéa 4, le procureur général près la Cour de cassation a requis le dessaisissement des juridictions belges, après avoir entendu le procureur fédéral, les plaignants et les personnes inculpées.

Dans les deux affaires, la Cour de cassation a notamment constaté qu'elles portent sur des faits commis hors du territoire du Royaume; qu'à la date d'entrée en vigueur de la loi du 5 août 2003, aucun auteur présumé n'avait sa résidence principale en Belgique et qu'il n'y avait pas de plaignant de nationalité belge au moment de l'engagement de l'action publique. La Cour de cassation a conclu que les conditions du dessaisissement énoncées à l'article 29, § 3, de la loi du 5 août 2003 étaient réunies. Cependant, après avoir rejeté une partie de leurs objections, la Cour de cassation constate que les parties plaignantes lui demandent de poser les questions préjudicielles susmentionnées relatives à d'éventuelles violations des articles 10, 11 et 191 de la Constitution.

III. *En droit*

- A -

Position de la société anonyme de droit français Total s.a., partie en cause devant la juridiction a quo dans l'affaire n° 3000

A.1.1. Après avoir replacé dans son contexte de droit belge et de droit international l'article 29, § 3, de la loi du 5 août 2003 relative aux violations graves du droit international humanitaire, et après avoir rappelé en particulier comment cette disposition a pour objet de régler le sort des affaires pendantes à l'information ou à l'instruction au moment de l'entrée en vigueur de la loi précitée, la société anonyme de droit français Total s.a. explique que le principe de dessaisissement instauré par l'article 29, § 3, ne trouve pas à s'appliquer lorsqu'une double condition est remplie, à savoir que, d'une part, une procédure d'instruction était ouverte à la date d'entrée en vigueur de la loi et que, d'autre part, au moins un plaignant ait été de nationalité belge au moment de l'engagement initial de l'action publique, ou encore qu'au moins un auteur présumé ait sa résidence principale en Belgique.

A.1.2. Pour la partie en cause devant la juridiction, le caractère évident du rattachement instauré par l'article 29, § 3, alinéa 2, ne résulte pas uniquement, s'agissant de la nationalité du plaignant, de la compétence personnelle passive en tant que telle, mais tout autant du critère de la nationalité belge du plaignant qui est retenu pour fonder l'exercice de cette compétence.

La différence de traitement consacrée par l'article 29, § 3, alinéa 2, entre les plaignants qui étaient ressortissants belges au moment de l'engagement initial de l'action publique et les éventuels plaignants qui bénéficiaient du statut de réfugié reconnu en Belgique au même moment ne viole pas, selon la s.a. Total, les articles 10, 11 et 191 de la Constitution. D'abord, les deux catégories de personnes sont dans des situations qui ne sont pas comparables. Si la Cour ne l'admettait pas, la s.a. Total considère à titre subsidiaire que cette différence est adéquate par rapport au but poursuivi qui est de régler une situation transitoire, savoir celle des affaires pendantes au moment de l'entrée en vigueur de la loi du 5 août 2003, en excluant le risque de contestation de l'exercice de la compétence juridictionnelle belge sur le plan international. La différence de traitement est, selon la partie en cause, proportionnée à ce but : le principe de la compétence personnelle passive est concrétisé par la plupart des Etats qui le connaissent, sur la seule base de la nationalité de la victime. A titre surabondant, la différenciation litigieuse se justifie au regard de l'objectif poursuivi par le législateur de mettre fin aux abus auxquels la loi antérieure avait donné lieu. L'existence du lien de rattachement se situe au moment des faits, ce qui exclut qu'il puisse être créé par le plaignant dans l'intention de fonder la compétence des tribunaux belges.

La question préjudicielle dans l'affaire n° 3000 appelle, conclut la partie en cause, une réponse négative.

Position des parties plaignantes devant la juridiction a quo dans l'affaire n° 3000

A.2.1. Les parties plaignantes dans l'affaire n° 3000 demandent d'abord que la question préjudicielle soit reformulée en insistant sur l'atteinte que porterait l'article 29, § 3, alinéa 2, de la loi du 5 août 2003 au droit d'accès aux tribunaux.

A.2.2. Sur le fond, elles reprochent à l'article précité de ne pas avoir prévu un régime similaire d'exception à celui qui est prévu au profit du plaignant de nationalité belge, au bénéfice du plaignant qui avait la qualité de réfugié reconnu au moment des faits. Un des plaignants au moins a été reconnu réfugié par une décision du 12 septembre 2001 prenant effet au moment de son arrivée sur le territoire belge, soit depuis décembre 2000.

Selon les parties plaignantes, le traitement différent qui est ainsi fait est contraire à l'article 16 de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, aux termes duquel tout réfugié jouira dans l'Etat contractant du même traitement qu'un ressortissant en ce qui concerne l'accès aux tribunaux.

En outre, les articles 10 et 11 de la Constitution ont une portée générale et impliquent que l'accès aux tribunaux soit accordé sans discrimination à tous, Belges comme étrangers.

Position du Conseil des ministres dans les affaires n^{os} 3000 et 3008

A.3.1. Le Conseil des ministres convient d'abord que la comparaison entre les personnes concernées n'est pas simple. En effet, le législateur ne s'est pas cantonné à la distinction classique entre nationaux et étrangers, dès lors que, dans le cadre de l'article 10, 1^o*bis*, il assimile aux nationaux les personnes qui, au moment des faits, séjournent effectivement, habituellement et légalement en Belgique depuis au moins trois ans. Après avoir rappelé qu'en matière pénale, le principe de base est celui de la territorialité, le Conseil des ministres en déduit que les exceptions à ce principe doivent être de stricte interprétation et doivent respecter les normes de droit international.

En raison du principe de territorialité, les violations graves du droit international humanitaire et les infractions de droit commun forment des catégories d'infractions non comparables. Alors que les juridictions belges sont compétentes quelles que soient la gravité de l'infraction ou la nationalité de l'auteur ou de la victime pour connaître des infractions de droit commun, en ce qui concerne les infractions au droit international humanitaire, des exceptions sont prévues qui sont classées selon quatre critères : le principe de la compétence réelle de l'Etat, celui de la personnalité active (nationalité belge de l'auteur de l'infraction), celui de la personnalité passive (nationalité belge de la victime de l'infraction), et le principe de compétence universelle.

Par ailleurs, les infractions commises par un étranger en dehors du territoire belge ne sont pas toutes comparables : parmi celles-ci figurent les infractions au droit international humanitaire qui seules peuvent faire l'objet de poursuites lorsque l'auteur n'est pas trouvé en Belgique.

Le Conseil des ministres estime qu'assimiler aux nationaux les étrangers résidant en Belgique depuis trois ans est déjà très favorable. Sauter un pas de plus en supprimant cette distinction ne lui paraît pas possible.

A.3.2. A supposer que la Cour considère que les deux catégories de personnes sont comparables, le Conseil des ministres estime que la distinction de ces deux catégories repose sur des critères objectifs. Le but du législateur est par ailleurs légitime puisqu'il ressort des travaux préparatoires que c'est pour mettre fin à une utilisation politique manifestement abusive de la loi du 16 juin 1993 relative à la répression des violations graves du droit international humanitaire que la loi litigieuse a été adoptée. Enfin, le moyen est aussi proportionnel.

Le Conseil des ministres conclut donc à la nécessité de répondre négativement aux deux questions préjudicielles.

Mémoire en réponse de la s.a. Total, partie en cause devant la juridiction a quo dans l'affaire n^o 3000

A.4. Tout d'abord, la s.a. Total estime qu'il ne faut pas modifier la teneur de la question préjudicielle.

Sur le fond, elle est d'accord avec le mémoire déposé par le Conseil des ministres. Elle observe que les parties plaignantes n'ont, selon elle, que conclu à propos du droit d'accès aux tribunaux, lequel n'est pas altéré par l'article 29, § 3, alinéa 2, incriminé de la loi du 5 août 2003.

Partant, l'article 16 de la Convention de Genève, invoqué par ces mêmes parties victimes, n'est pas applicable en l'espèce puisqu'il a pour objet le droit d'accès aux tribunaux. La partie en cause rejette aussi le renvoi qui est fait par les parties plaignantes à l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme et considère encore que, contrairement à ce que soutiennent les parties plaignantes en cause dans l'affaire n^o 3000,

la disposition litigieuse est pleinement conforme aux principes formulés dans la recommandation du Comité des droits de l'homme.

Mémoire en réponse des parties plaignantes devant la juridiction a quo dans l'affaire n° 3000

A.5. Les parties plaignantes considèrent que, contrairement à ce que soutient le Conseil des ministres, les réfugiés forment une catégorie comparable à celle des nationaux en ce qui concerne la possibilité de pouvoir porter plainte. Elles considèrent aussi que le Conseil des ministres confond la disposition transitoire de l'article 29, § 3, alinéa 2, seule en cause ici, et celles valant pour l'avenir de la loi du 5 août 2003.

Si le principe de la personnalité passive a été réservé aux seules affaires présentant un lien de rattachement évident avec la Belgique, il faut admettre que l'individu s'étant vu reconnaître, par l'Etat belge, le statut de réfugié avant l'engagement initial de l'action publique et résidant en Belgique offre un lien de rattachement à cet Etat comparable à celui de l'individu jouissant de la nationalité belge.

Par conséquent, les nationaux et les réfugiés étant dans des situations analogues, la différence de traitement établie par l'article 29, § 3, alinéa 2, de la loi du 5 août 2003 ne permettra pas, selon les parties plaignantes, d'atteindre l'objectif poursuivi, savoir mettre fin à des plaintes abusives, et elle pourra conduire à mettre un terme à des plaintes non abusives. En outre, cette différence porte une atteinte disproportionnée aux droits de la défense des parties plaignantes ayant déposé plainte sur la base de la loi de 1993.

Mémoire en réponse du Conseil des ministres

A.6. Le Conseil des ministres considère d'abord que la Cour d'arbitrage ne pourrait, comme le demandent les parties plaignantes, modifier les questions préjudicielles que la Cour de cassation a clairement souhaité limitées. L'article 29, § 3, de la loi du 5 août 2003 n'a pas pour objet de régler le droit d'accès aux cours et tribunaux : cet article constitue une disposition transitoire relative à la compétence des cours et tribunaux répressifs belges pour connaître de l'action publique du chef de violations graves du droit humanitaire commises à l'étranger. La nationalité de la victime n'a d'impact que sur la compétence des cours et tribunaux. Autrement dit, la loi n'interdit pas aux victimes étrangères de poursuivre la réparation de leur préjudice devant les juridictions pénales belges; elle constate simplement qu'une telle demande ne suffit pas à fonder la compétence des cours et tribunaux pénaux belges pour connaître de l'action publique du chef d'une infraction qui ne présente pas de lien de rattachement avec la Belgique.

Pour le Conseil des ministres, l'article 29, § 3, de la loi du 5 août 2003 n'est pas une disposition visant à créer une différence de traitement entre les nationaux et les étrangers. C'est seulement une disposition transitoire qui règle le sort des affaires pendantes, compte tenu des modifications apportées au régime de compétence des juridictions pénales belges à l'égard de certaines infractions commises à l'étranger.

Après avoir confirmé que les deux questions préjudicielles appellent une réponse négative, le Conseil des ministres se demande si la réponse à ces questions présente même un intérêt pour les parties plaignantes dans la mesure où, si la Cour devait répondre par l'affirmative, il faudrait, selon lui, conclure à l'applicabilité immédiate et intégrale de la nouvelle loi à toutes les procédures en cours, ce qui ne serait pas, estime-t-il, de nature à améliorer la situation des parties plaignantes devant la Cour de cassation.

- B -

Quant à la portée des dispositions en cause

B.1.1. L'article 29, § 3, de la loi du 5 août 2003 relative aux violations graves du droit international humanitaire dispose :

« Les affaires pendantes à l'information à la date d'entrée en vigueur de la présente loi et portant sur des infractions visées au titre *Ibis*, du livre II, du Code pénal sont classées sans suite par le procureur fédéral dans les trente jours de l'entrée en vigueur de la présente loi lorsqu'elles ne rencontrent pas les critères visés aux articles 6, 1^{°bis}, 10, 1^{°bis} et 12*bis* du titre préliminaire du Code de procédure pénale.

Les affaires pendantes à l'instruction à la date d'entrée en vigueur de la présente loi et portant sur des faits visés au titre *Ibis*, du livre II, du Code pénal, sont transférées par le procureur fédéral au procureur général près la Cour de cassation endéans les trente jours après la date d'entrée en vigueur de la présente loi, à l'exception des affaires ayant fait l'objet d'un acte d'instruction à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, dès lors que, soit au moins un plaignant était de nationalité belge au moment de l'engagement initial de l'action publique, soit au moins un auteur présumé a sa résidence principale en Belgique, à la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

Dans le même délai, le procureur fédéral transmet un rapport portant sur chacune des affaires transférées, dans lequel il indique leur non-conformité avec les critères visés aux articles 6, 1^{°bis}, 10, 1^{°bis} et 12*bis* du titre préliminaire du Code de procédure pénale.

Endéans les quinze jours suivant ce transfert, le procureur général requiert la Cour de cassation de prononcer dans les trente jours, le dessaisissement de la juridiction belge après avoir entendu le procureur fédéral ainsi que, à leur demande, les plaignants et les personnes inculpées par le juge d'instruction saisi de l'affaire. La Cour de cassation se prononce sur base des critères visés aux articles 6, 1^{°bis}, 10, 1^{°bis} et 12*bis* du titre préliminaire du Code de procédure pénale.

Pour les affaires qui ne sont pas classées sans suite sur base de l'alinéa 1er, du § 3, du présent article ou dont le dessaisissement n'est pas prononcé sur base du précédent alinéa, les juridictions belges restent compétentes ».

L'alinéa 2 de la disposition précitée fait l'objet de la question préjudicielle dans l'affaire n° 3000 et de la première question préjudicielle dans l'affaire n° 3008.

B.1.2. L'article 10, 1^o*bis*, du titre préliminaire du Code de procédure pénale, qui fait l'objet de la seconde question préjudicielle dans l'affaire n° 3008, dispose :

« Hormis dans les cas visés aux articles 6 et 7, § 1er, pourra être poursuivi en Belgique l'étranger qui aura commis hors du territoire du Royaume :

[...]

1^o*bis*. une violation grave du droit international humanitaire visée au livre II, titre *Ibis* du Code pénal, commise contre une personne qui, au moment des faits, est un ressortissant belge ou une personne qui, depuis au moins trois ans, séjourne effectivement, habituellement et légalement en Belgique.

[...] ».

B.2.1. A titre transitoire, l'article 29, § 3, alinéa 2, de la loi du 5 août 2003 précitée dispose que les affaires pendantes à l'instruction et portant sur des violations graves du droit international humanitaire sont transférées par le procureur fédéral au procureur général près la Cour de cassation. Toutefois, cette disposition n'est pas applicable aux affaires ayant fait l'objet d'un acte d'instruction à la date d'entrée en vigueur de la loi, dès lors que soit au moins un plaignant était de nationalité belge au moment de l'engagement initial de l'action publique, soit au moins un auteur présumé a sa résidence principale en Belgique, à la date d'entrée en vigueur de la loi.

B.2.2. L'article 10, 1^o*bis*, précité a été inséré par l'article 16, 2^o, de la loi du 5 août 2003. Cette disposition n'a pas, à la différence de l'article 29, § 3, de la même loi, un caractère transitoire. Cependant, lorsque la Cour de cassation est saisie d'une demande de dessaisissement conformément à l'article 29, § 3, elle doit, après avoir examiné si les conditions de la recevabilité de cette demande sont réunies en application de l'article 29, § 3, alinéa 2, se prononcer en se fondant sur les critères prévus notamment par l'article 10, 1^o*bis*, du titre préliminaire du Code de procédure pénale et ce, conformément à l'article 29, § 3, alinéa 4. La Cour de cassation prononce le dessaisissement de la juridiction belge lorsque les conditions de recevabilité et les conditions de fond de la demande de dessaisissement sont réunies.

Quant à la question préjudicielle dans l'affaire n° 3000 et à la première question préjudicielle dans l'affaire n° 3008

B.3. La Cour de cassation pose d'abord la question de la compatibilité au regard des articles 10, 11 et 191 de la Constitution de l'article 29, § 3, alinéa 2, de la loi du 5 août 2003 en tant que cette disposition imposerait le dessaisissement de la juridiction belge « bien qu'un plaignant au moins soit étranger ayant le statut de réfugié en Belgique au moment de l'engagement initial de l'action publique » (affaire n° 3000) ou « bien qu'un plaignant au moins soit un étranger séjournant légalement en Belgique au moment de l'engagement initial de l'action publique, fût-il candidat réfugié » (affaire n° 3008) « dès lors qu'il empêche ce dessaisissement lorsqu'au moins un plaignant était de nationalité belge au même moment ».

B.4.1. Le régime transitoire établi par l'article 29, § 3, dont l'alinéa 2 fait l'objet de la question préjudicielle, fut justifié comme suit :

« Un régime détaillé s'applique aux affaires en cours : la philosophie générale est que les affaires pendantes qui respectent les nouvelles règles de compétences territoriale ou extraterritoriale sont maintenues (infraction commise en Belgique, ou par un Belge ou par une personne ayant sa résidence principale en Belgique ou contre une personne de nationalité belge au moment des faits ou contre une personne résidant depuis trois ans de manière effective, habituelle et légale en Belgique au moment des faits ou dans tous les cas où le droit international impose à la Belgique d'être compétente).

Il ne convient pas de prendre en considération dans cet examen le fait que la possibilité de se constituer partie civile a été réduite par rapport au régime juridique antérieur.

En outre, lorsque les affaires pendantes ont déjà fait l'objet d'un acte d'instruction, et en raison du lien objectif créé depuis entre cette affaire et la Belgique, certaines affaires ne répondant pas aux conditions de compétence définies pour l'avenir, mais dont les juridictions belges étaient valablement saisies, sont maintenues également.

Le régime ainsi créé pour les affaires pendantes à l'instruction veille, comme le suggérait le Conseil d'Etat, à ce que le dessaisissement des juridictions belges saisies s'opère non par l'effet de la loi, mais par décision du pouvoir judiciaire, en l'espèce la Cour de cassation » (*Doc. parl.*, Chambre, S.E. 2003, DOC 51-0103/003, pp. 10-11).

B.4.2. S'agissant de l'exception prévue au régime transitoire de dessaisissement qui fait l'objet de la question préjudicielle, à savoir que la procédure de dessaisissement n'est pas appliquée si au moins un plaignant est de nationalité belge au moment de l'engagement initial de l'action publique dans une affaire qui a fait l'objet d'un acte d'instruction avant la date d'entrée en vigueur de la loi du 5 août 2003, l'exposé des motifs indique que le législateur a voulu limiter la portée de la dérogation aux seules affaires qui, au moment de l'entrée en vigueur de la loi, présentaient « un lien de rattachement évident avec la Belgique » (*Doc. parl.*, Chambre, S.E. 2003, DOC 51-0103/001, p. 10).

B.5. Lorsque le législateur a instauré les dispositions en cause du titre préliminaire du Code de procédure pénale au motif que des personnes qui n'avaient aucun point d'attache avec la Belgique recouraient amplement à la loi du 16 juin 1993 pour des raisons étrangères à une bonne administration de la justice et aux objectifs de cette loi, il a pu prendre une mesure transitoire en faveur de personnes qui sont liées à la Belgique par le lien juridique de la nationalité. Une telle mesure transitoire est pertinente par rapport à l'objectif du législateur.

Elle est néanmoins disproportionnée en ce que, en contradiction avec l'article 16.2 de la Convention du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, elle exclut également le réfugié reconnu en Belgique. En effet, cette disposition énonce : « Dans l'Etat contractant où il a sa résidence habituelle, tout réfugié jouira du même traitement qu'un ressortissant en ce qui concerne l'accès aux tribunaux, [...] ».

En revanche, dès lors que cette disposition ne s'applique pas aux candidats réfugiés, le législateur a pu traiter ceux-ci autrement que les Belges.

B.6. La question préjudicielle dans l'affaire n° 3000 appelle une réponse affirmative et la première question préjudicielle dans l'affaire n° 3008 appelle une réponse négative.

Quant à la seconde question préjudicielle dans l'affaire n° 3008

B.7. La Cour de cassation pose la question de savoir si l'article 10, 1^o*bis*, du titre préliminaire du Code de procédure pénale viole les articles 10 et 11 de la Constitution « en tant qu'il permet l'exercice de l'action publique du chef d'un crime de droit international humanitaire commis à l'étranger lorsque la victime était belge au moment des faits, et ne le permet pas lorsque la victime était au même moment un étranger séjournant légalement en Belgique depuis moins de trois ans, fût-il candidat réfugié ».

B.8.1. La loi du 5 août 2003 a pour objectif de mettre fin aux problèmes suscités par l'application de la loi du 16 juin 1993 relative à la répression des violations graves du droit international humanitaire, notamment « une utilisation politique manifestement abusive de cette loi » (*Doc. parl.*, Chambre, S.E. 2003, DOC 51-0103/001, p. 3).

B.8.2. Quant au critère de rattachement personnel avec le pays, le législateur a jugé nécessaire d'instaurer certaines limites en ce qui concerne le principe de la personnalité passive : il faut qu'au moment des faits, la victime soit de nationalité belge ou séjourne effectivement, habituellement et légalement en Belgique depuis au moins trois ans.

B.9. En prévoyant que l'action publique ne pourra être exercée que pour des infractions commises à l'encontre d'une personne qui, au moment des faits, est un ressortissant belge ou une personne qui, depuis au moins trois ans, séjourne effectivement, habituellement et légalement en Belgique, le législateur a pris une mesure raisonnablement justifiée. Par ailleurs, la différence de traitement n'est pas manifestement disproportionnée par rapport à l'objectif poursuivi d'éviter des plaintes déposées par des personnes qui s'installent en Belgique pour la seule raison d'y trouver, comme sous l'empire de la loi du 16 juin 1993 relative à la répression des violations graves du droit international humanitaire et de l'article 144^{ter} du Code judiciaire, la possibilité de rendre les juridictions belges compétentes pour les infractions dont ces personnes se prétendent être victimes.

B.10. La seconde question préjudicielle appelle une réponse négative.

Par ces motifs,

la Cour

dit pour droit :

1. - En ce qu'il imposerait le dessaisissement des juridictions belges bien qu'un plaignant soit un réfugié reconnu en Belgique au moment de l'engagement initial de l'action publique, l'article 29, § 3, alinéa 2, de la loi du 5 août 2003 relative aux violations graves du droit international humanitaire viole les articles 10, 11 et 191 de la Constitution.

- En ce que cette disposition impose le dessaisissement des juridictions belges quand le plaignant est un candidat réfugié, elle ne viole pas les articles précités de la Constitution.

2. L'article 10, 1^o*bis*, du titre préliminaire du Code de procédure pénale, inséré par l'article 16 de la loi du 5 août 2003 précitée, ne viole pas les articles 10 et 11 de la Constitution.

Ainsi prononcé en langue française et en langue néerlandaise, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 13 avril 2005, par le juge P. Martens, en remplacement du président M. Melchior, légitimement empêché d'assister au prononcé du présent arrêt.

Le greffier,

Le président f.f.,

L. Potoms

P. Martens